

Derrière la démocratie états-unienne : l'État profond

Dans un ouvrage enfin disponible en français, le professeur Peter Dale Scott retrace l'histoire de « l'État profond » aux États-Unis, c'est-à-dire de la structure secrète qui pilote la politique extérieure et de Défense au-delà de l'apparence démocratique. Cette étude est l'occasion de mettre en lumière le groupe qui a organisé les attentats du 11-Septembre et qui se finance via le trafic mondial des drogues. Ce livre de référence est d'ores et déjà conseillé à la lecture dans les académies militaires et diplomatiques.

5 AVRIL 2011

Depuis
Berkeley
(États-Unis)

Pays
● États-Unis



Réseau Voltaire : *Professeur Scott, sachant que votre travail n'a pas encore la notoriété qu'il devrait avoir dans le monde francophone, pourriez-vous commencer par nous définir ce qu'est la « Politique profonde » (Deep Politics), et nous expliquer la distinction entre ce que vous appelez l'« État profond » et l'« État public » ?*

Peter Dale Scott : L'expression « État profond » vient de la Turquie. Elle dut être inventée en 1996 après l'accident d'une Mercedes roulant à vive allure – voiture dont les occupants étaient un membre du parlement, une reine de beauté, un important capitaine local de la police, et le principal trafiquant de drogue de Turquie, qui était également le chef d'une organisation paramilitaire — les Loups Gris — qui assassinait des gens. Et il devint flagrant qu'il existait en Turquie une relation secrète entre la police — qui recherchait officiellement cet homme, bien qu'il soit alors dans la voiture avec un policier — et ces individus qui commettaient des crimes au nom de l'État. L'État pour lequel vous commettez des crimes n'est pas un État qui peut montrer sa main au public. C'est un État dissimulé, une structure secrète. En Turquie, ils l'ont appelé l'« État profond » [1], et j'avais depuis longtemps parlé de « Politique profonde », donc j'ai utilisé cette expression dans *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*.

J'ai défini la politique profonde comme étant l'ensemble des pratiques et des dispositions politiques, intentionnelles ou non, qui sont habituellement critiquées ou tuées dans le discours public plus qu'elles ne sont reconnues. Donc l'expression « État profond » – inventée en Turquie – ne vient pas de moi. Elle se réfère à un gouvernement parallèle secret organisé par les appareils militaires et de renseignement, financé par la drogue, qui

s'engage dans des violences illicites afin de protéger le statut et les intérêts de l'armée contre les menaces qu'incarnent les intellectuels, les religieux et occasionnellement le gouvernement constitutionnel. Dans *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, j'adapte quelque peu cette expression pour me référer à l'interface plus large, aux États-Unis, entre l'État public constitutionnellement établi d'une part, et les forces profondes en arrière plan de celui-ci : les forces de la richesse, du pouvoir et de la violence situées en dehors du gouvernement. Nous pourrions appeler cette interface la « porte de derrière » de l'État public, donnant accès à des forces obscures situées hors du cadre légal. L'analogie avec la Turquie n'est pas parfaite, car ce que nous pouvons observer aujourd'hui aux États-Unis est moins une structure parallèle qu'une vaste zone ou milieu d'interactions entre l'État public et des forces obscures invisibles. Mais cette interaction est considérable, et nous avons besoin d'une appellation telle qu'« État profond » pour la décrire.

Réseau Voltaire : *Votre ouvrage, La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, a été écrit lorsque le régime Bush était en place, puis réactualisé pour les besoins de la traduction française ; selon vous, l'État profond a-t-il été affaibli au profit de l'État public suite à l'élection de Barack Obama, ou au contraire s'est-il renforcé avec la crise et l'administration actuelle ?*

Peter Dale Scott : Après deux années de présidence Obama, je dois conclure avec regret que l'influence de l'État profond, ou plus exactement de ce que j'appelle dans mon dernier livre « La Machine de guerre états-unienne » (*American War Machine*), a continué de s'étendre, comme elle l'a fait sous chaque président des États-Unis depuis Kennedy. Un signe important de cela est l'ampleur avec laquelle Obama, en dépit de sa rhétorique de campagne, a continué d'élargir le champ d'application du secret au sein du gouvernement US et de punir les lanceurs d'alertes : sa campagne contre Wikileaks et Julian Assange, qui n'a pas encore été inculpé d'un quelconque crime, est sans précédent dans l'Histoire des États-Unis. Je suspecte que la peur de la publicité qui est perceptible à Washington soit liée à la conscience que les politiques de guerre des États-Unis sont de plus en plus en décalage avec la réalité. En Afghanistan, Obama semble avoir capitulé face aux efforts du général Petraeus et d'autres généraux visant à s'assurer que les troupes US ne commenceraient pas à se retirer des zones de combat en 2011, tel qu'il avait été anticipé lorsqu'Obama autorisa une augmentation du nombre de soldats en 2009. Le dernier livre de Bob Woodward, intitulé *Obama's Wars*, rapporte que durant ce long débat dans l'administration pour trancher s'il fallait décider d'une escalade militaire en Afghanistan, Leon Panetta, le directeur de la CIA, conseilla à Obama qu'« aucun président démocratique ne peut aller à l'encontre des conseils de l'armée... Donc faites-le. Faites ce qu'ils vous disent. » Obama a récemment dit à des soldats US en Afghanistan : « Vous accomplissez vos objectifs, vous réussirez votre mission ». Cet écho des témoignages antérieurs – sottement optimistes – de Petraeus illustre pourquoi il n'y a pas eu d'évaluation réaliste du déroulement de la guerre au sein de la Maison Blanche en décembre 2010, comme il avait été initialement mandaté.

À l'image de Lyndon Johnson avant lui, le Président est à présent piégé dans un borbier qu'il n'ose pas perdre, et qui menace de s'étendre au Pakistan autant qu'au Yémen, sinon au-delà. Je suspecte que les forces profondes qui dominent les deux partis politiques sont maintenant si puissantes, si affluentes, et par

dessus tout si investies dans les profits générés par la guerre, qu'un président est plus loin que jamais de remettre en cause ce pouvoir, même s'il devient de plus en plus clair que l'ère de domination mondiale des États-Unis, comme celle de la Grande-Bretagne auparavant, est sur le point d'arriver à son terme.

Dans ce contexte Obama, sans débat ou révision, a prolongé l'état d'urgence intérieur proclamé après le 11-Septembre, avec les drastiques limitations des droits civils que cela implique. Ainsi, en septembre 2010, le FBI a pris d'assaut les bureaux de défenseurs pacifiques des droits de l'homme à Minneapolis et à Chicago, se basant sur un récent jugement de la Cour Suprême en vertu duquel l'expression et l'activisme non-violents relevant du Premier Amendement constituent des crimes s'ils sont « coordonnés avec » ou « sous la direction » d'un groupe étranger désigné comme « terroriste ». Il doit alors être relevé qu'en 9 ans, le Congrès ne s'est pas une seule fois réuni pour débattre de l'état d'urgence décrété par George W. Bush en réponse au 11-Septembre, un état d'urgence qui demeure donc effectif aujourd'hui. En 2009, l'ancien député au Congrès Dan Hamburg et moi-même avons publiquement fait appel à la fois au Président Obama pour qu'il mette un terme à cette urgence, et au Congrès pour qu'il tienne les audiences requises par son statut. Mais Obama, sans discuter, a prolongé à nouveau l'urgence du 11-Septembre le 10 septembre 2009, et une nouvelle fois l'année suivante. Entre-temps, le Congrès a continué d'ignorer ses obligations statutaires.

Un député du Congrès a expliqué à l'un de ses administrés que les provisions du *National Emergencies Act* ont maintenant été rendues inopérantes par la COG (*Continuity of Government*), un programme ultrasecret destiné à organiser la direction de l'État dans le cas d'une urgence nationale. Le programme de la COG fut partiellement mis en œuvre le 11-Septembre par Dick Cheney, l'un des principaux architectes de ce programme développé dans un comité opérant en dehors du gouvernement régulier depuis 1981 [NdT : voir plus bas pour plus de détails au sujet de la COG]. S'il est vrai que les dispositions du *National Emergencies Act* ont été rendues inopérantes par la COG, cela indiquerait que le système constitutionnel de contre-pouvoirs ne s'applique plus aux États-Unis, et que les décrets secrets priment dorénavant sur la législation publique.

Réseau Voltaire : *Dans ce contexte, pourquoi le Congrès des États-Unis ne joue-t-il pas son rôle dans la limitation des pouvoirs secrets qui fut mise en place après le Watergate ? Quelles furent les conséquences de l'éviction de Nixon et du renforcement de la supervision du Congrès sur les opérations secrètes des services de renseignement des États-Unis ?*

Peter Dale Scott : La stratégie de Nixon concernant le Vietnam consista à tenter d'obtenir le soutien du côté opposé en passant des accords stratégiques autant avec l'Union soviétique qu'avec la Chine. Ceci produisit une violente opposition de la part des « faucons » aussi bien que des « colombes » au sein d'une nation profondément divisée ; et je crois que des « faucons » issus de la CIA autant que du Pentagone prirent part à la crise fabriquée du Watergate qui conduisit à la démission forcée de Nixon. À la suite du Watergate, les « colombes » au sein du Congrès dit « McGovernite » de 1974 menèrent à bien un certain nombre de réformes au nom de politiques plus ouvertes et publiques, abolissant un état d'urgence qui avait survécu depuis la guerre de Corée, et établissant les restrictions juridiques et législatives sur

la CIA et sur d'autres aspects du gouvernement secret. Ces réformes produisirent en retour une mobilisation concertée afin de les renverser, et de restaurer le *statu quo ante*. Ce débat politique sous-tendait un désaccord au sein de la direction du pays entre ceux que l'on appelait les « négociants » et les « Prussiens », la question étant de savoir si les États-Unis, suite au fiasco du Vietnam, devaient s'efforcer de revenir à leur rôle antérieur de nation commerçante prééminente, ou s'ils devaient répondre à la défaite du Vietnam par un accroissement supplémentaire de leurs forces armées.

Cette lutte bureaucratique et idéologique fut simultanément une lutte entre les modérés et les militaristes pour le contrôle du parti Républicain. Ceci culmina dans la chute de Nixon et la redirection graduelle de la politique étrangère des États-Unis — durant la présidence Ford — de la coexistence pacifique avec l'Union soviétique vers des plans d'affaiblissement puis de destruction sous Ronald Reagan de ce que ce dernier appela « l'Empire du Mal ». Ainsi, en octobre 1975, l'implication très probable de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld dans la révolution de palais connue par les historiens sous le nom de « Massacre d'Halloween » signifia la défaite du républicanisme modéré de Nelson Rockefeller. Essentiellement, elle signifia la réorganisation de l'équipe de Ford préparant la fin de la détente.

Dick Cheney et Donald Rumsfeld, dirigeant alors l'équipe de la Maison Blanche du Président Gerald Ford et contrôlant le secrétariat à la Défense, jouèrent un rôle décisif dans le triomphe ultime des Prussiens en éloignant Henry Kissinger et en nommant George H.W. Bush en tant que directeur de la CIA, où il mit sur pied une nouvelle estimation, plus alarmiste, de la menace soviétique (d'où l'explosion correspondante des budgets de défense et le sabotage de la Détente). Depuis lors, nous avons pu observer une influence de plus en plus importante sur l'économie politique des États-Unis de ce que Dwight D. Eisenhower appela le « complexe militaro-industriel » dans son discours historique de fin de mandat prononcé le 17 janvier 1961.

Aujourd'hui, nous sommes sous un état d'urgence nouveau et étendu, et la supervision par le Congrès des opérations secrètes de l'État profond des États-Unis est devenue presque inexistante. Par exemple, la supervision juridiquement mandatée par le Congrès des opérations secrètes de la CIA a été évitée avec succès par la création en 1981 du Joint Special Operations Command (JSOC) au Pentagone, qui incorpore simplement du personnel de la CIA dans ses opérations. Le JSOC, aujourd'hui connu sous l'appellation Special Operations Command, est devenu le centre des opérations secrètes du Pentagone, comme celles conduites sous la direction du général Stanley McChrystal avant qu'il ne soit nommé commandant des forces armées de l'OTAN en Afghanistan.

Réseau Voltaire : *Dans la question précédente, vous avez brièvement évoqué le rôle important de George Bush senior dans le sabotage de la Détente voulue par Henry Kissinger. M. Bush a pourtant passé une très brève période à la tête de la CIA. Est-ce que le remplacement de George H.W. Bush par l'amiral Stansfield Turner, plus modéré, à la tête de cette Agence a accru le contrôle des opérations secrètes menées par différents éléments de l'État profond des États-Unis ?*

Peter Dale Scott : Non, absolument pas. Ce fut le contraire, car

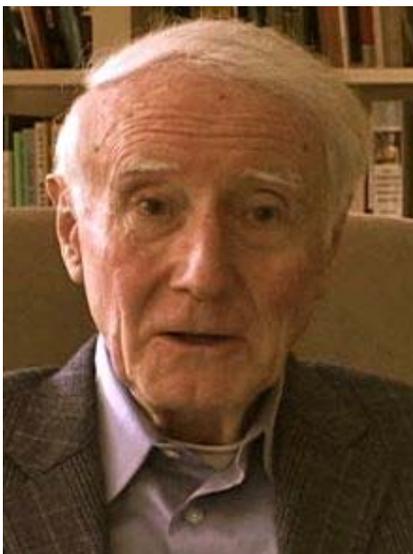
certains des acteurs clés de ce que je viens d'expliquer, une fois évincés de la CIA suite à la nomination de l'amiral Turner, se trouvèrent une nouvelle « maison » en travaillant pour ce que l'on appelle le Safari Club. Le Safari Club était une organisation secrète hors registres unissant les directeurs des services de renseignement de nombreux pays — incluant la France, l'Égypte, l'Arabie saoudite, et l'Iran—. Notamment impulsée par celui qui était alors le directeur des renseignements extérieurs français, feu Alexandre de Marenches, cette organisation avait comme objectif de compléter secrètement les actions de la CIA en menant d'autres opérations anti-communistes en Afrique, en Asie centrale et au Moyen-Orient — opérations sur lesquelles le Congrès des États-Unis n'exerçait aucun contrôle—. Ensuite, en 1978, Zbigniew Brzezinski — qui ne faisait pas partie du Safari Club — supervisa un contournement de l'amiral Turner en organisant une unité spéciale au sein de la Maison-Blanche avec Robert Gates, l'actuel secrétaire à la Défense qui était alors un jeune agent opérationnel de la CIA. Sous la direction de Brzezinski, des officiers de la CIA s'allièrent à l'agence de renseignement de l'Iran, la SAVAK, afin d'envoyer des agents islamistes en Afghanistan, déstabilisant le pays d'une manière qui mena à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique en 1980.

La décennie suivante, marquée par l'implication secrète de la CIA en Afghanistan, fut déterminante dans la conversion de ce pays en un vivier de la culture de pavot, du trafic d'héroïne et de l'islamisme jihadiste. À ce sujet, il existe de très bons livres qui furent publiés il y a quelques années — l'un par Tim Weiner, l'autre par John Prados —. Mais du fait qu'ils se sont adressés à des officiers de la CIA qui leur ont montrés seulement une poignée de documents récemment déclassifiés, ces auteurs ne parlent pas de la drogue dans ces livres. La connexion narcotique est si profonde qu'elle n'est pas mentionnée dans les documents de la CIA rendus publics. Mais la collaboration de la CIA dirigée dès 1981 par William Casey avec la banque de la drogue appelée Bank of Credit and Commerce International (BCCI) encouragea la création d'une immense narco-économie en Afghanistan, dont les conséquences déstabilisantes contribuent à expliquer pourquoi des soldats de l'OTAN, des Afghans et des Pakistanais meurent quotidiennement dans ces contrées [2]. La BCCI fut une énorme banque de blanchiment des revenus de la drogue. Avec ses budgets, ses ressources, elle corrompait des politiciens de premier plan à travers le monde — des Présidents, des Premiers ministres...— Et une part de cet argent sale — on n'en parle pas beaucoup, mais c'est la réalité — atteignait des politiciens aux États-Unis, des politiciens des deux partis, et c'est l'une des principales raisons expliquant pourquoi nous n'avons jamais obtenu une enquête du Congrès visant la BCCI. Il y eut en fait un rapport du Sénat qui fut publié, signé par un Républicain, Hank Brown, et un Démocrate, John Kerry. Et Brown félicita Kerry pour avoir le courage d'écrire ce rapport alors que tant de personnes dans son parti étaient concernées par la BCCI. Cette dernière fut un facteur prépondérant dans la création de connexions avec des gens comme Gulbuddin Hekmatyar, qui était probablement le principal trafiquant d'héroïne au monde durant les années 1980. Il devint également le premier bénéficiaire des largesses de la CIA, complétées par une somme égale d'argent venant d'Arabie saoudite. Il y a quelque chose de terriblement néfaste dans une telle situation !

Réseau Voltaire : *En 1976, Jimmy Carter a été élu en partie sur la base d'un programme de réduction des dépenses militaires et*

de détente avec l'Union soviétique, qui n'a pas été suivi dans les faits, durant les 4 ans de sa présidence. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ? Est-ce que son conseiller à la Sécurité Nationale Zbigniew Brzezinski — que vous avez évoqué dans votre réponse précédente — a joué un quelconque rôle dans cette politique étrangère nettement plus agressive qu'attendu ?

Peter Dale Scott : Les médias présentaient Carter comme un candidat populiste, un fermier sudiste cultivant des cacahuètes. Mais la réalité profonde était que Carter avait été préparé pour la présidence par Wall Street, et particulièrement par la Commission Trilatérale qui était financée par David Rockefeller, et dirigée par Zbigniew Brzezinski. Brzezinski, un Polonais viscéralement antisoviétique, devint alors le conseiller à la Sécurité nationale de Carter ; et dès le début de ce mandat, il court-circuita



continuellement le secrétaire d'État Cyrus Vance afin de poursuivre une politique étrangère plus vigoureusement antisoviétique. En cela, Brzezinski alla à l'encontre des buts affichés de la Commission Trilatérale, dont le Président Carter avait été membre. L'idée sous-jacente de la Commission Trilatérale était une image plutôt attirante d'un monde multipolaire dans lequel les États-Unis auraient joué le rôle du médiateur entre le Deuxième Monde, c'est-à-dire le bloc soviétique, et le Tiers-Monde, qui était ce que l'on appelait à cette époque les pays sous-développés, ou les moins développés... Entre parenthèses, je déteste cette expression, ayant vécu en Thaïlande : dans certains aspects, ils sont bien plus développés que nous le sommes !

Né en 1929 à Montréal, Peter Dale Scott est un ancien diplomate, un poète et un auteur canadien. Il est également professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Berkeley, en Californie. Renommé pour ses positions anti-guerre et ses critiques à l'encontre de la politique étrangère des États-Unis depuis la guerre du Viêt Nam, Peter Dale Scott est un auteur et analyste politique salué par la critique et reconnu par ses pairs, parmi lesquels son proche ami Daniel Ellsberg, qui est connu comme « l'homme qui fit tomber Nixon ».

En résumé, lorsqu'il a été élu, Carter nomma comme secrétaire d'État un authentique trilatéraliste, Cyrus Vance, et il avait comme conseiller à la Sécurité Nationale Zbigniew Brzezinski, qui était déterminé à utiliser l'État profond afin d'infliger autant de dommages qu'il pouvait à l'Union soviétique. Et la majorité de ce qui est perçu comme les « succès » du régime de Reagan eurent clairement leurs origines sous Brzezinski. Ce fut une totale répudiation de ce pourquoi la Commission Trilatérale s'était engagée. Carter — ce pauvre homme — fut élu en promettant des coupes dans le budget de la Défense et, avant qu'il ne soit parti, il avait engagé le département de la Défense dans de massives augmentations budgétaires qui, encore une fois, furent associées à Reagan, mais furent initiées avant lui. Par conséquent, une

campagne massive visant à une hausse des budgets de défense — discrètement menée par de riches industriels de l'appareil militaire qui agissaient à travers le Comité sur le Danger Présent — amena l'opinion publique états-unienne à renforcer l'impulsion de Brzezinski pour une présence et une politique étrangère US de militantes, particulièrement dans l'Océan indien.

Réseau Voltaire : *Après avoir été un homme très influent auprès du Président Gerald Ford, Dick Cheney — aux côtés de son mentor Donald Rumsfeld et du vice-président George H.W. Bush — a été depuis la présidence Reagan l'un des hommes clés du programme ultra secret de « Continuité du Gouvernement » (Continuity of Government, COG). Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste ce programme ? A-t-il déjà été appliqué, même partiellement ?*

Peter Dale Scott : Depuis le début de la présidence de Reagan en 1981, un groupe secret évoluant en dehors du gouvernement régulier fut mis en place afin de travailler sur ce que l'on appelle la Continuité du Gouvernement (« *Continuity of Government* » ou COG), en d'autres termes des plans de la COG destinés à organiser la gestion de l'État en cas d'urgence nationale. Ce programme était initialement une extension de plans préexistants visant à répondre à une attaque nucléaire qui décapiterait la direction des États-Unis. Mais avant la fin du mandat de Reagan, les termes furent modifiés par son ordre exécutif 12686 de 1988 afin de couvrir n'importe quelle urgence.

La COG est une autre chose que l'on associe à Reagan, mais ces plans commencèrent en réalité sous Jimmy Carter, même si ce dernier peut ne jamais avoir été au courant de cela. En effet, Carter créa la FEMA [l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence], qui a historiquement toujours été l'infrastructure de planification de la COG. Ce qui est assez choquant, c'est que les plans de la COG sont des plans extrêmes, mais que le Congrès n'en était pas au courant durant les années 1980. Seul un petit groupe — dont faisaient partie Oliver North, Dick Cheney et Donald Rumsfeld — étaient chargés de travailler sur ces plans en vertu d'un ordre exécutif top secret de Reagan émis en 1981, comme expliqué précédemment.

La question de la COG fut pour la première évoquée publiquement en 1987, durant les auditions relatives à l'affaire Iran-Contra, lorsqu'un député du Congrès nommé Jack Brooks demanda à Oliver North : « Colonel North, dans le cadre de votre travail au Conseil de Sécurité Nationale, ne vous a-t-on pas assigné à un moment donné à la planification de la continuité du gouvernement en cas de survenance d'un désastre majeur ? ». Le député du Congrès Brooks ajouta : « J'étais particulièrement préoccupé, M. le président, car j'ai lu dans des journaux de Miami et dans plusieurs autres qu'un plan avait été élaboré, par cette même agence, un plan de contingence en cas d'urgence, lequel suspendrait la Constitution des États-Unis. J'en ai été profondément troublé, et je me suis demandé si c'était un domaine sur lequel il avait travaillé. Je crois que c'est le cas et je voulais avoir cette confirmation. » Le sénateur Inouye, directeur de cette commission d'enquête du Congrès, lui répondit avec une certaine nervosité : « Avec tout le respect que je vous dois, puis-je vous demander de ne pas toucher à ce sujet à ce stade-là ? Si nous désirons l'aborder, je suis certain que des arrangements peuvent être pris pour une session exécutive. » Les questions du député du Congrès Brooks portaient clairement sur la « Continuité du Gouvernement », et ces arrangement pour

réunir une session exécutive ne furent jamais entrepris.

Cheney et Rumsfeld — deux figures clés du programme de la COG — continuèrent à participer à ces plans et exercices très onéreux au cours des deux décennies successives, même si vers la fin des années 1990, ces deux hommes étaient des directeurs d'entreprises privées n'ayant aucune connexion avec le gouvernement. Il a été rapporté que la nouvelle cible remplaçant l'Union soviétique aurait été le terrorisme, mais certains journalistes ont avancé que dès le début des années 1980, il existait des plans majeurs destinés à faire face au genre de protestations anti-guerre qui, dans l'esprit d'Oliver North et d'autres comme lui, avaient été responsables de la défaite des États-Unis au Vietnam.

Il n'est pas remis en question que, le 11-Septembre, les plans de la COG ont été partiellement mis en œuvre, parallèlement à un état d'urgence officiellement proclamé. Celui-ci est toujours en place 9 ans après, au mépris d'une loi post-Watergate appelant soit à une approbation, soit à une cessation d'une urgence nationale par le Congrès tous les 6 mois. Les plans de la COG sont un secret étroitement gardé, mais il y eut durant les années 1980 des rapports déclarant que ces plans impliquaient la surveillance et la détention sans mandats, ainsi qu'une militarisation permanente du gouvernement. Dans une certaine mesure, ces changements ont été clairement mis en place depuis le 11-Septembre.

Il n'existe aucun moyen de déterminer combien de changements constitutionnels survenus depuis le 11-Septembre peuvent trouver leur source dans la planification de la COG. Nous savons cependant que de nouvelles mesures de planification de la COG furent une nouvelle fois instaurées en 2007, lorsque le président Bush a émis la National Security Presidential Directive 51 (Directive Présidentielle de Sécurité Nationale, ou NSPD-51/HSPD-20). Cette directive formulait ce que la FEMA a appelé ultérieurement « une nouvelle vision pour assurer la continuité de notre gouvernement », et a été suivie en août par un nouveau National Continuity Policy Implementation Plan (Plan d'Implantation de la Politique de Continuité Nationale). La NSPD-51 a également invalidé la PDD 67, qui était la directive de la COG de la décennie précédente élaborée par Richard Clarke, alors « tsar » du contre-terrorisme aux États-Unis depuis l'ère Clinton. Enfin, la NSPD-51 fit référence à de nouvelles « annexes classifiées sur la continuité », lesquelles doivent « être protégées contre toute divulgation non autorisée ».

Sous la pression de certains de ses administrés mobilisés pour obtenir une véritable enquête sur le 11-Septembre, le député au Congrès Peter DeFazio, membre de la Commission sur la Sécurité Intérieure, a demandé à consulter ces annexes à deux reprises. Sa demande a été rejetée la première fois. DeFazio a alors fait une deuxième requête, dans une lettre signée par le président de sa Commission. La demande a été à nouveau rejetée. Une fois de plus, comme je l'ai déclaré dans ma réponse à la seconde question de cet entretien, cela indiquerait que le système constitutionnel de contre-pouvoirs ne s'applique plus aux États-Unis, et que les décrets secrets priment dorénavant sur la législation publique.

Réseau Voltaire : *Dans La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, vous affirmez que la Commission nationale d'enquête sur le 11-Septembre — dont les membres furent nommés par le*

cabinet de George W. Bush, et dont le Rapport final fut rédigé par l'équipe du directeur exécutif Philip Zelikow — a procédé à des dissimulations récurrentes au sujet du 11-Septembre, notamment en ce qui concerne les actions de Dick Cheney ce matin-là. Pouvez-vous éclairer nos lecteurs sur ce point précis ?

Peter Dale Scott : Initialement, George W. Bush résista à toute enquête au sujet du 11-Septembre, jusqu'à ce que le Congrès n'impose une Commission d'enquête en réponse à une efficace campagne politique menée par les familles des victimes. (NdT : voir le documentaire *Press for Truth – En quête de vérité*) Thomas Kean et Lee Hamilton, les deux directeurs de la Commission, firent publiquement la promesse d'être guidés par les questions sans réponses des familles des victimes, comme par exemple celles de savoir qui étaient vraiment les pirates de l'air présumés, et comment trois bâtiments du World Trade Center s'effondrèrent, l'un d'entre eux n'ayant été frappé par aucun avion. Ces questions, puis d'autres interrogations, ne furent finalement pas du tout traitées. Dans le même temps, la Commission reçut un grand nombre de témoignages contradictoires, et elle a — à de multiples reprises — réécrit certains récits. Sous l'étroite supervision de Philip Zelikow, le directeur de cette Commission qui avait été depuis longtemps employé par le gouvernement en matière de sécurité nationale, le **Rapport de la Commission sur le 11-Septembre** ignora certaines contradictions et en corrigea d'autres d'une manière qui fut remise en question par de nombreux critiques. Le Rapport attribua le manque de réponses [de la défense des États-Unis] ce jour-là à un chaos et à une rupture systémique, ignorant d'autres témoignages de Cheney selon lesquels il joua un rôle prépondérant ce jour-là. La Commission ignora également d'importantes contradictions et remises en question du témoignage que Cheney donna à celle-ci. Un sujet crucial sur lequel la Commission n'a — de manière explicite — pas enquêté fut la mise en œuvre des plans de la COG le 11-Septembre (p.555, note 9). Elle n'a pas non plus parlé de la commission d'études sur le terrorisme de Cheney — réunie par décret de Bush en mai 2001 — qui a été citée comme étant la source d'un ordre du Comité des chefs d'État-major Interarmées [le JCS] datant du 1er juin 2001. Cet ordre a modifié [ou a considérablement alourdi, en les rendant inopérantes] les conditions d'interception des avions détournés par l'armée de l'Air. Afin de parvenir à son compte-rendu restreint de la responsabilité de Cheney ce jour-là, la Commission a également — et de manière flagrante — négligé des comptes-rendus de témoins oculaires en complet désaccord avec la chronologie de cette même Commission, particulièrement ceux du directeur du contreterrorisme Richard Clarke et du ministre des Transports Norman Mineta.

Réseau Voltaire : *Une grande partie de La Route vers le Nouveau Désordre Mondial — un ouvrage vraiment très riche par le nombre et l'importance des sujets abordés — traite de la géopolitique du pétrole, de la drogue et de l'armement et la manière dont elle est menée par l'État profond des États-Unis en Asie centrale ainsi qu'au Moyen-Orient depuis la présidence Carter. Sachant que la « guerre contre le terrorisme » perdure et s'étend aujourd'hui dans plus d'une soixantaine de pays (principalement par le biais d'opérations secrètes), quels sont selon vous les véritables origines et objectifs de celle-ci ?*

Peter Dale Scott : Au commencement de la « guerre contre le terrorisme », il était très clair que les conseillers stratégiques des deux partis, autant que les groupes de réflexion (*think tanks*) tels

que le Council on Foreign Relations, étaient préoccupés par la nécessité qu'avaient selon eux les États-Unis de préserver leur domination historique sur les marchés pétroliers mondiaux. Ils produisirent des documents appuyant l'idée d'un accroissement de la force militaire des États-Unis dans la région du Golfe persique, ainsi que l'idée d'adopter des plans militaires destinés, en particulier, à s'occuper de Saddam Hussein. Aujourd'hui, la « guerre contre le terrorisme » a continué de s'étendre, alors que l'on nous dit que les militants salafistes se sont déplacés — comme il était prévisible — dans de nouvelles régions du monde, notamment en Somalie et au Yémen, afin de préparer leurs repréailles. Donc la « guerre contre le terrorisme » est devenue un test pour l'actuelle doctrine stratégique des États-Unis visant à accomplir une « domination totale » [« *Full-spectrum dominance* »] telle qu'elle a été définie dans l'important rapport du Pentagone intitulé *Joint Vision 2020*, appelant alors à assurer « la capacité des forces US, opérant seules ou épaulées par des alliés, de battre n'importe quel ennemi et de contrôler n'importe quelle situation par le biais de la gamme d'opérations militaires [disponibles] ».

Depuis la Seconde Guerre mondiale, chacune de ces escalades a été conduite par un lobby de la Défense financé à l'origine par le complexe militaro-industriel, et à présent par une demi-douzaine de fondations de droite disposant de fonds illimités. Au fil du temps, leur personnel a migré d'un groupe à un autre — l'American Security Council, le Comité sur le Danger Présent, le Projet pour le Nouveau Siècle Américain et aujourd'hui le Center for Security Policy (CSP) [3] —. Mais leurs objectifs se sont élargis au fil des ans, de maximaliser la présence militaire états-unienne jusqu'à restreindre les libertés individuelles afin d'empêcher la résurgence de tout mouvement anti-guerre aux États-Unis. (Je traite de l'expansion de cette faction de la Défense dans mon livre le plus récent, *American War Machine*).

Cet ordre du jour embrasse de plus en plus le Maccarthysme, pour ne pas dire le fascisme. Un certain nombre de groupes sont en train de nourrir une hystérie islamophobe rappelant l'hystérie anticommuniste des années 1950, appelant à une guerre apparemment sans fin contre l'Islam. Par exemple le CSP a récemment publié un document intitulé *Shariah, The Threat to America* [4], proclamant que la sharia est « la menace totalitaire prééminente de notre époque », avec des mises en garde alarmistes au sujet d'un « jihad infiltré » et d'un « jihad démographique ».

Réseau Voltaire : Cette « guerre contre le terrorisme » – dont les véritables fondements et enjeux sont loin d'être explicités par les gouvernements des pays membres de l'OTAN – a été initiée en 2001 en Afghanistan. Dans cet État, de puissants chefs de guerre alliés aux États-Unis dans les années 1980 (lorsque les moudjahidines combattaient les troupes soviétiques) sont aujourd'hui des acteurs prééminents du conflit en « AfPak » (l'entité géopolitique qui regroupe l'Afghanistan et le Pakistan). Prenons l'exemple symbolique de Gulbuddin Hekmatyar : les opinions publiques des pays de l'OTAN ne semblent pas véritablement réaliser qui est M. Hekmatyar. Pouvez-vous nous renseigner à son sujet ? Selon vous, en quoi symbolise-t-il le danger que représente une politique étrangère US qui, par manque de contrôle législatif et de visibilité publique, a notamment mené à l'explosion du trafic de drogue global ?

Peter Dale Scott : Avec peu d'agents leur étant loyaux en

Afghanistan, les États-Unis décidèrent de conduire leur Opération Cyclone antisoviétique à travers les ressources de l'Inter-Services Intelligence (ISI, les services secrets pakistanais). À son tour le Pakistan, craignant les revendications des authentiques nationalistes afghans sur ses propres territoires frontaliers, dirigea le volume d'aides venant des États-Unis et de l'Arabie saoudite à deux extrémistes jouissant d'une base de soutien très restreinte en Afghanistan : Abdul Rasul Sayyaf et Gulbuddin Hekmatyar. Ce dernier, un Pachtoune Ghilzai venant du nord non Pachtoune, fut initialement entraîné à la résistance violente sous la direction des Pakistanais ; et il aurait été le seul leader afghan à reconnaître explicitement la ligne Durand définissant la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Sayyaf autant qu'Hekmatyar compensèrent leur manque de soutien de la part des populations locales en cultivant et en exportant massivement des opiacés durant les années 1980, encore une fois avec le soutien de l'ISI. Pour cette même raison, ces deux hommes collaborèrent avec les moudjahidines étrangers — soit les ancêtres de ce qui est aujourd'hui appelé al-Qaïda — qui affluaient en Afghanistan à cette époque ; et Hekmatyar, en particulier, aurait développé une proche relation avec Oussama ben Laden. Cet afflux de fondamentalistes wahhabites et déobandis eut comme notable conséquence d'affaiblir la traditionnelle version soufie de l'islam local. Au cours de la campagne antisoviétique, les forces d'Hekmatyar tuèrent un certain nombre de personnes soutenant Ahmed Shah Massoud, la principale menace aux plans d'Hekmatyar — par ailleurs soutenus par l'ISI — de dominer l'Afghanistan postsoviétique. Après le retrait de ces derniers, la CIA — allant à l'encontre des recommandations du Département d'État — instrumentalisa également Hekmatyar afin d'empêcher la constitution d'un gouvernement de réconciliation nationale, ce qui mena à une guerre civile qui provoqua la mort de milliers de personnes au cours des années 1990. Depuis l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis en 2001, Hekmatyar a dirigé sa propre faction de combattants pour obtenir un retrait des troupes de l'OTAN ; mais il serait plus ouvert que les Talibans ne le sont pour rejoindre un gouvernement de coalition dirigé par l'actuel président Hamid Karzaï. À Washington, d'importants officiels de la défense — tels que Michael Vickers — se réfèrent encore à l'Opération Cyclone comme étant « l'action clandestine la plus couronnée de succès » dans l'histoire de la CIA. Ils ne semblent pas être préoccupés par le fait que ce programme de la CIA a contribué à générer et à déchaîner al-Qaïda — la nouvelle justification postsoviétique pour les accroissements sans équivalent des budgets de défense — et à donner à l'Afghanistan son rôle actuel de principale source mondiale d'héroïne et de hachich.

Réseau Voltaire : *En conclusion, au vu de la situation financière, économique, politique, sociale et même morale aux États-Unis comme dans de nombreux pays à travers le monde, êtes-vous confiant dans l'avenir ? Voyez-vous des signes encourageants d'une plus grande influence de ce que vous appelez la « volonté prévalente des peuples » dans la prise de décision politique – un processus qui est aujourd'hui plus oligarchique qu'il ne l'a jamais été ?*

Peter Dale Scott : On dit que nous devrions voir chaque crise comme étant une opportunité. La crise des États-Unis, qui est également celle du monde, pourrait certainement être l'occasion de réformes de grande envergure des processus du capitalisme de marché qui ont engendré de tels écarts entre les très riches et les

très pauvres. Malheureusement, ces processus ont également rendu les politiques traditionnelles et les méthodes de mobilisation encore plus inefficaces qu'elles ne l'étaient auparavant.

Dans mon livre, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, je défends le fait que des changements sociaux majeurs sont possibles lorsque l'oppression mène à la formation d'une opinion publique unie – ou de ce que j'appelle « la volonté prévalente des peuples » – en opposition à cette oppression. Je fais référence à des exemples tels que le mouvement des droits civiques dans le sud des États-Unis, ou le mouvement polonais Solidarnosc. Des développements technologiques tels que l'Internet ont plus que jamais rendu facile l'union des personnes, sur le plan national autant qu'international. Néanmoins, la technologie a également affiné les instruments autoritaires de surveillance et de répression, rendant la mobilisation activiste plus difficile qu'auparavant. Par conséquent, l'avenir est très incertain ; on pourrait dire que le système global actuel est plus instable qu'il ne l'a jamais été, et qu'il est possible qu'une forme d'épreuve de force puisse le changer.

Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que nous vivons une période particulièrement stimulante. La jeunesse devrait continuer à se joindre comme elle l'a toujours fait à des mouvements aspirant au changement social, et à créer de nouveaux lieux propices à l'échange global. Et, par dessus tout, il n'y a aucune excuse pour le désespoir.

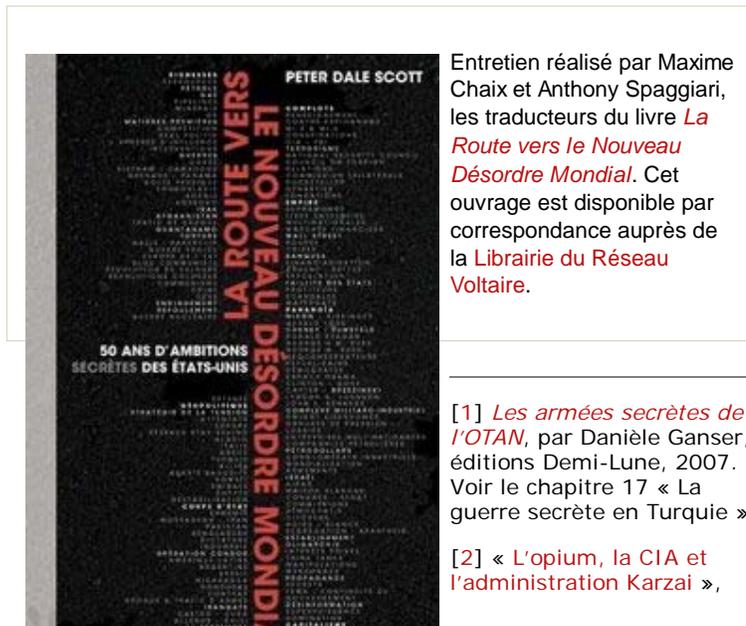
Réseau Voltaire : *Nous vous remercions pour ces réponses éclairantes, Professeur Scott. Nous souhaitons que votre premier livre traduit en français connaisse auprès du public francophone le large succès qu'il mérite.*



Traduction **Maxime Chaix**

Les articles de cet auteur

Envoyer un message



Entretien réalisé par Maxime Chaix et Anthony Spaggiari, les traducteurs du livre *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*. Cet ouvrage est disponible par correspondance auprès de la **Librairie du Réseau Voltaire**.

[1] *Les armées secrètes de l'OTAN*, par Danièle Ganser, éditions Demi-Lune, 2007. Voir le chapitre 17 « La guerre secrète en Turquie ».

[2] « L'opium, la CIA et l'administration Karzai »,

par Peter Dale Scott, *Réseau Voltaire*, 10 décembre 2010.

[3] *Os Senhores da Guerra*, par Thierry Meyssan, éditions Frenesi (Lisbonne), 2002. Version française abrégée : « [Les marionnettistes de Washington](#) », *Réseau Voltaire*, 13 novembre 2002.

[4] « [Le Center for Security Policy relance la "guerre des civilisations"](#) », *Réseau Voltaire*, 5 janvier 2011.

Etats-Unis
